

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 22 avril 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

80 M USD

C'est la somme que le gouvernement nigérian vient d'allouer pour l'acquisition de 5500 véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé et de 100 bus électriques, dans le cadre de sa politique de transition énergétique des transports.

Nigéria :

Le Nigeria a consacré 3,5 Md USD au service de la dette en 2023 ; Les principales banques du Nigéria affichent un bénéfice après impôts de 2 440 Md NGN en 2023 ; L'État de Nassarawa s'apprête à mettre en service la plus grande usine de lithium du Nigeria, alors que le gouvernement révoque 924 licences minières ; Le géant néerlandais Nutreco, lance une usine de fabrication d'aliments pour animaux de 27 M USD à Ibadan.

Ghana :

Inauguration du secrétariat de l'Initiative cacao Ghana – Côte d'Ivoire ; Le Ghana va élaborer une législation sur le contenu local pour son secteur des télécommunications ; Un ensemble de groupes politiques se sont unis pour créer « l'Alliance for Revolutionary Change » (ARC).

Nigeria

Le Nigeria a consacré 3,5 Md USD au service de la dette en 2023

D'après les dernières données de la Banque centrale du Nigéria, au cours de l'exercice fiscal 2023, [les prêts extérieurs du pays ont engendré un service de la dette de 3,5 Md USD](#). Cela représente une augmentation de 55% par rapport à l'exercice 2022, lors de laquelle le service de la dette externe du pays s'était élevé à 2,6 Md USD. Le service de la dette absorbe chaque année une partie importante du budget annuel de l'Etat, au détriment de dépenses dans de nombreux secteurs qui souffrent de sous-investissement chroniques tels que l'éducation, la santé ou encore les infrastructures. En 2024, le service de la dette représente en effet 28,7 % des dépenses fédérales et 42,2 % des recettes publiques budgétées. Le Nigéria a à ce jour un portefeuille de dettes extérieures de 42,29 Md USD. Des efforts sont en cours pour augmenter les recettes non pétrolières et améliorer l'efficacité de la collecte des impôts afin de réduire la dépendance à l'égard des emprunts extérieurs. Si le Nigéria a sans doute une capacité d'endettement supplémentaire, il est essentiel que l'Etat fédéral augmente ses revenus pour lui donner une plus grande marge de manœuvre dans sa capacité d'investissement et rassurer les investisseurs et prêteurs internationaux. Pour rappel, les moyens budgétaires de l'Etat fédéral restent limités (22,1 Md EUR).

Les principales banques du Nigeria affichent un bénéfice après impôts de 2 440 Md NGN en 2023 (2,1 Md USD)

[Quatre des principales banques nigérianes, GTCO, UBA, Zenith Bank et Access Holdings, ont affiché un bénéfice total après impôt de 2440 Md NGN](#) (2,1 Md USD) en 2023, représentant une augmentation significative de 241,5 % par rapport à l'année précédente, soit 715,6 milliards de nairas (614 M USD) de bénéfice net en 2022. Cette performance financière s'inscrit dans leur quête de renforcer leurs bases de capital avant la date limite de recapitalisation de 2026.

Les états financiers vérifiés des banques pour l'année 2023 révèlent un revenu brut combiné de 7990 Md NGN (6,8 Md USD), en hausse de 114,4 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été principalement alimentée par une augmentation de 96,7 % des revenus d'intérêts, totalisant 4430 Md NGN (3,8 Md USD) en 2023 contre 2250 Md NGN (1,9 Md USD) en 2022. Les gains de réévaluation du change ont également contribué aux bénéfices des banques en 2023 : 714,6 Md NGN (613 M USD) au total pour les quatre banques. De plus, la croissance des revenus a été stimulée par une hausse des taux d'intérêt, attribuable à l'augmentation du taux de politique

monétaire (TPM). En 2023, le TPM était en moyenne de 18,75 %, soit une augmentation de 225 points de base par rapport à 2022. Enfin, les prêts et avances aux banques et aux clients ont également été une source majeure de revenus d'intérêts, représentant environ 62 % des revenus d'intérêts totaux enregistrés. Ces revenus ont augmenté de 67 % par rapport à l'année précédente, avec des prêts et avances aux clients générant 2300 Md NGN (2 Md USD) en 2023.

L'État de Nassarawa s'apprête à mettre en service la plus grande usine de lithium du Nigeria, alors que le gouvernement révoque près de 1000 licences minières pour assainir le secteur

En vue de la deuxième édition du sommet de l'investissement de l'État de Nassarawa, son gouverneur, [Abdullahi Sule, a annoncé que son gouvernement mettra en service la plus grande usine de traitement de lithium du Nigéria](#) en mai prochain, située dans cet État du centre du pays. L'usine de traitement aura une capacité de 4000 tonnes par jour et contribuera à l'industrialisation, au développement économique et à la création d'emploi dans l'État. Le gouvernement de Nassarawa et le gouvernement fédéral ont déjà rencontrés des investisseurs étrangers potentiellement intéressés par l'usine, une délégation russe s'est notamment rendue dans l'État.

Bien que sous-développé, le secteur minier nigérian a le potentiel pour devenir une source de revenus importante pour le pays. Néanmoins, jusqu'à présent, l'exploitation des gisements se fait trop souvent de manière illégale, non réglementée et à petite échelle, quasi artisanale. Dans le cadre de ses efforts pour assainir le secteur minier, le gouvernement fédéral vient d'ailleurs de révoquer 924 licences dormantes d'exploration et d'exploitation. Le gouvernement souhaite ainsi mettre en place une politique dite « use it or lose it » afin de lutter contre les acteurs qui obtiennent des licences à des fins spéculatives. Les investisseurs devront être prêts à lancer leurs projets dès qu'ils obtiendront leur licence.

Le géant néerlandais de la nutrition, Nutreco, lance une usine de fabrication d'aliments pour animaux de 27 M USD à Ibadan

[Le 17 avril dernier, Seyi Makinde, gouverneur de l'État d'Oyo au Nigeria, a inauguré une nouvelle unité de production d'aliments pour poissons et volaille à Ibadan.](#) Sa construction, d'un coût total de 26,7 M USD, a été financée par Skretting Nigeria, filiale locale de Nutreco, un fabricant néerlandais d'aliments pour animaux. Située sur un terrain de 17 hectares, l'usine a une capacité de production annuelle de 125 000 tonnes d'aliments destinés au marché local et à l'exportation.

« L'ouverture d'une installation de cette envergure nous permettra de répondre à la fois à la demande locale et à celle des pays voisins d'Afrique de l'Ouest, contribuant ainsi à la croissance des secteurs de l'aquaculture et de l'agriculture au Nigeria et en Afrique dans son ensemble », Seyi Adeleke-Ige, directeur général de Skretting Nigeria.

Au sein de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria se positionne en tant que leader dans les secteurs de la pisciculture et de la production avicole. A titre d'illustration, en tant que principal fournisseur de produits aquacoles en Afrique subsaharienne, [le Nigeria envisage d'augmenter sa production annuelle de poisson-chat à environ 324 000 tonnes d'ici 2032](#), ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport au niveau de production de 2022. La croissance significative de ces industries crée une demande croissante en aliments pour animaux.

Ghana

Inauguration du secrétariat de l'Initiative cacao Ghana – Côte d'Ivoire

[Le Président de la République du Ghana, Nana Akufo-Addo et le Premier ministre de la Côte d'Ivoire, Robert Mambé](#), étaient présents pour l'inauguration du siège de la Côte d'Ivoire – Ghana Cacao Initiative (CIGCI) à Accra le jeudi 18 avril 2024, en présence notamment de membres du gouvernement et des acteurs clés du secteur.

Suite à la déclaration d'Abidjan du 26 mars 2018, la Côte d'Ivoire – Ghana Cacao Initiative (CIGCI) a été mise en place en avril 2021 par les chefs d'Etat des deux pays, Alassane Ouattara et Nana Akufo-Addo, afin de coordonner les institutions et les politiques cacaoyères des deux pays. La Côte d'Ivoire et le Ghana représentent 65% de la production mondiale de cacao et veulent influencer les cours du marché en vue d'un prix plus rémunérateur au profit des paysans. La CIGCI travaille avec les structures de régulation nationales, notamment le Conseil Café Cacao de la Côte d'Ivoire et le Ghana Cocoa Board, ainsi que et les acteurs clés de la filière afin de se coordonner pour un « cacao durable et rémunérateur ». Dans son discours, le Président du Ghana a indiqué vouloir faire du « bien-être des producteurs de cacao sa priorité ». Il a également souligné le besoin urgent d'efforts de collaboration entre le Ghana et la Côte d'Ivoire pour faire face aux différents défis auxquels est confrontée l'industrie du cacao. L'organisation pourrait s'ouvrir aux autres pays africains producteurs de cacao.

Le Ghana va élaborer une législation sur le contenu local pour son secteur des télécommunications

[Le gouvernement ghanéen a commencé à rédiger une législation sur le contenu local pour le secteur des télécommunications afin de renforcer son indépendance et donner la priorité aux entreprises ghanéennes.](#) La ministre ghanéenne des communications et de la numérisation, Ursula Owusu Ekufu, a annoncé cette nouvelle lors du lancement officiel d'une société de télécommunications, Dynamic Data Solutions LTD (dds55) à Accra.

Cette démarche vise à réduire la dépendance à l'égard de consultants et d'entrepreneurs étrangers, dont les services sont généralement plus coûteux. Elle repose sur l'établissement d'une plate-forme dédiée à la gestion autonome des infrastructures, des applications et des services numériques du Ghana. La ministre a vivement critiqué cette dépendance qualifiée de « malsaine », mettant en avant les compétences locales disponibles dans le pays pour assurer ces fonctions. Mme Ekufu a déclaré que de nombreuses entreprises internationales qui ont remporté des contrats dans le secteur devraient les céder à des entreprises nationales, tout en conservant tout de même une part des bénéfices. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique plus générale du gouvernement qui vise à imposer une préférence nationale de plus en plus marquée dans certains secteurs clés.

Un ensemble de groupes politiques se sont unis pour créer « l'Alliance for Revolutionary Change » (ARC), avec pour objectif de remettre en cause le duopole NPP/NDC qui domine le paysage politique ghanéen depuis plus de trois décennies

[Cette alliance vise à présenter aux Ghanéens un groupe politique alternatif et une troisième force forte dans le paysage politique.](#) La nouvelle alliance est composée, entre autres, du Mouvement pour le changement (M4C), du Mouvement d'intérêt national (NIM), du Parti vert du Ghana (GGP) et du Mouvement de la troisième force. Le fondateur du M4C, Alan Kwadwo Kyerematen, a été désigné comme le leader de l'ARC. Dans son discours d'investiture, il a présenté un plan en six points visant à relancer et à transformer la situation socio-économique du Ghana. Il prône l'avènement d'un nouveau type de leadership, responsable, transparent, luttant contre la corruption et orienté vers l'action ; La mise en œuvre de politiques transformatrices, dans tous les secteurs ainsi que des réformes constitutionnelles progressives en matière de gouvernance ; De faire du secteur privé le moteur de la croissance et du développement en le soutenant avec les institutions publiques ; De construire un Ghana uni en mettant un terme au duopole des deux partis dominants, le NPP et le NDC, pour assurer la continuité de l'exécution des projets gouvernementaux ; De placer les jeunes et les femmes au centre du programme de développement national et enfin d'inspirer un changement d'état d'esprit et de comportement chez les Ghanéens attribuant à l'indiscipline, au manque de respect pour l'État de droit

et à la soif démesurée de richesses, le manque de progrès dans les politiques de développement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

ambroise.gouze@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : ambroise.gouze@dgtresor.gouv.fr